

FICHE AMENDEMENT

Proposition d'amendement à l'Article : 14 (partie II)

Déposée par Messieurs Santer, Helminger et Fayot (titulaires, Luxembourg) et M. Schmit (suppléant, Luxembourg)

Article 14 : [coopération judiciaire en matière civile]

- 1) L'Union développe une coopération judiciaire en matière civile fondée sur le principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires et extrajudiciaires. Cette coopération inclut l'adoption des mesures de rapprochement des législations nationales susceptibles d'avoir une incidence transfrontalière.
- 2) A cet effet, le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre visant entre autres à assurer :
 - la reconnaissance mutuelle entre les Etats membres des décisions judiciaires et extrajudiciaires et leur exécution ;
 - la signification et notification transfrontalières des actes judiciaires et extrajudiciaires ;
 - la compatibilité des règles applicables dans les Etats membres en matière de conflit de lois et de compétence ;
 - la coopération en matière d'obtention des preuves ;
 - un niveau élevé d'accès à la justice;
 - le bon déroulement des procédures civiles, au besoin en favorisant la compatibilité des règles de procédure civile applicables dans les Etats membres;
 - le développement ~~de mesures de justice préventive et~~ de méthodes alternatives de résolution de litiges;
 - ~~un soutien à la formation de magistrats et des personnels de justice.~~

~~3) — Le Conseil, sur proposition de la Commission, adopte à l'unanimité¹ des lois et des lois-cadre concernant le droit de la famille; il statue après consultation du Parlement européen. Le Parlement européen et le Conseil, conformément à la procédure législative, adoptent des lois et des lois-cadre concernant la responsabilité parentale.~~

Explication éventuelle :

Etant donné que dans de nombreux Etats membres les juges et les procureurs forment un corps unique indépendamment du fait qu'ils traitent des affaires civiles ou pénales, il y a lieu de regrouper l'aspect "soutien à la formation" en une disposition à part (article 7 bis).

L'expression "mesures de justice préventive" est floue. Certaines méthodes alternatives de résolution des conflits (p.ex. un médiateur) sont des mesures préventives).

De manière générale, on peut regretter la structure de cet article. Les trois éléments qui composent la coopération au sens large sont en effet éparpillés entre les trois paragraphes. Il aurait été préférable de subdiviser ce chapitre sur le droit civil, à l'image de ce qui a été fait pour le droit pénal, en trois articles portant respectivement sur (1) la coopération judiciaire en matière civile au sens strict, (2) la procédure civile et (3) le droit civil matériel.

Nous ne sommes pas d'avis que l'unanimité doit être retenue pour le droit de la famille.

¹ Il appartiendra à la Convention de se prononcer de façon horizontale, à la lumière de l'intégralité de la seconde partie, sur les exceptions éventuelles à la règle de la majorité qualifiée et, par conséquent, sur les règles de vote qui devraient s'appliquer dans cet article-ci, comme dans les autres articles du présent projet mentionnant l'unanimité.